



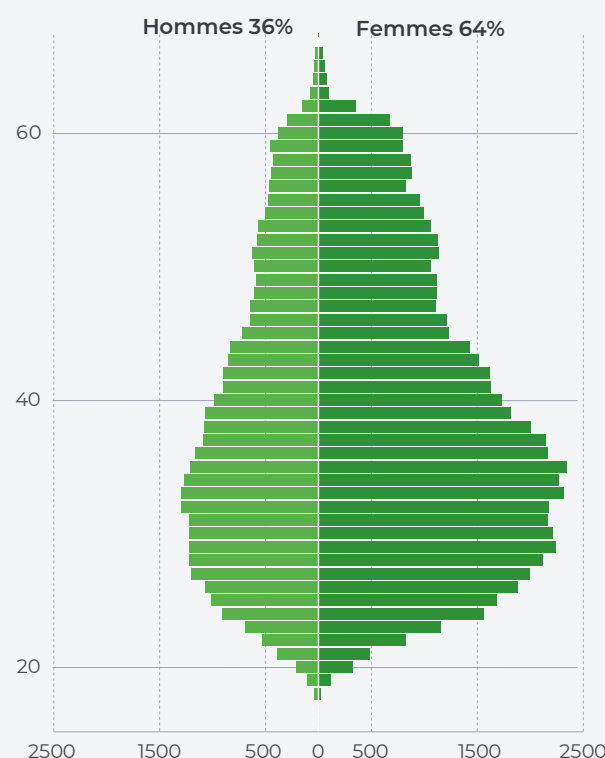
PROFILS DES ALLOCATAIRES DE L'ASSURANCE CHÔMAGE



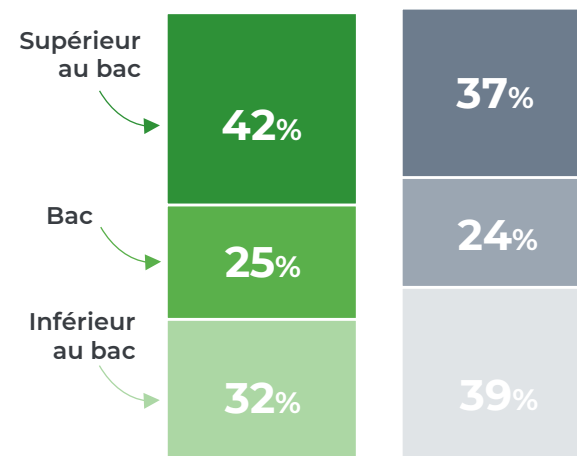
Allocataires après un départ volontaire

(Hors démission pour reconversion)

PYRAMIDE DES ÂGES

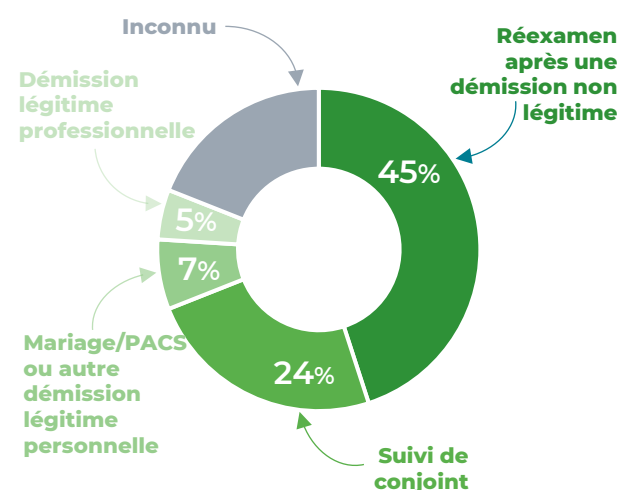


Répartition* par niveau d'étude déclaré

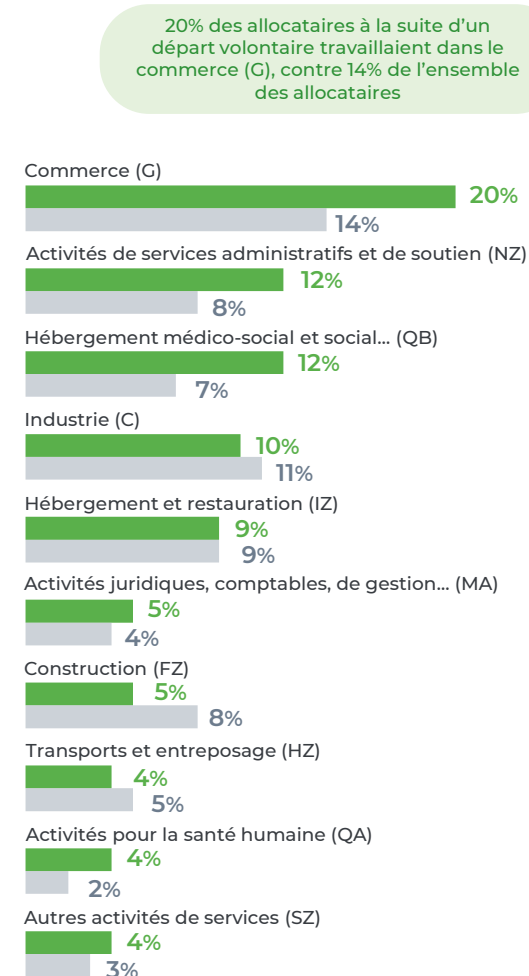


*Les totaux peuvent être différents de 100 en raison d'arrondis.

Répartition par motif de départ



Répartition par secteur d'activité agrégé



96 000 allocataires (soit 3 %) sont pris en charge après un départ volontaire.

Dans **55 % des cas**, il s'agit d'une démission pour un motif légitime, qu'il soit personnel ou professionnel. Dans les **45 % restants**, la prise en charge fait suite à un réexamen de la situation par une Instance paritaire régionale, qui s'est prononcée favorablement au regard des efforts de reclassement entrepris.

Ces allocataires sont plus souvent des **femmes** (64 %) et sont, en moyenne, **plus diplômés** que l'ensemble des allocataires.

Ces personnes ont plus souvent travaillé dans le **commerce, les activités de service administratif ou l'hébergement médico-social et social** que l'ensemble des allocataires.

Unédic

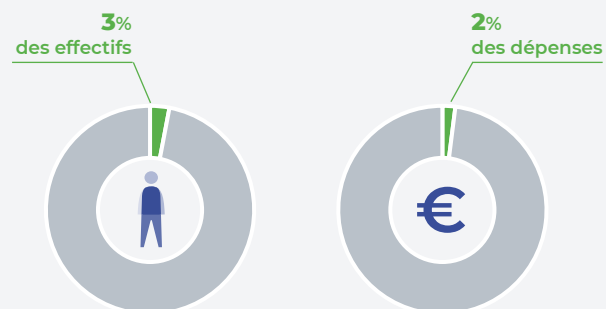
Allocataires après un départ volontaire
Ensemble des allocataires

Source : FNA/DSN, calculs Unédic
Champ : allocataires pris en charge par l'Assurance chômage après un départ volontaire, hors démission pour reconversion, ARE, AREF, fin décembre 2024



Allocataires après un départ volontaire

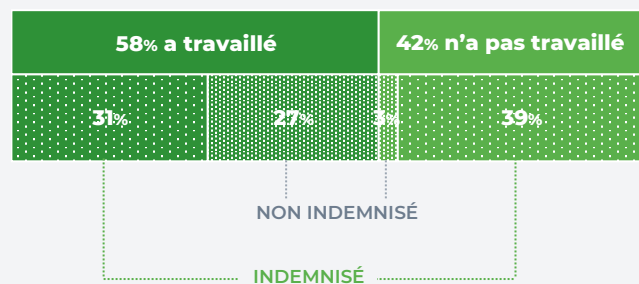
(Hors démission pour reconversion)



Montant d'indemnisation mensuel net perçu en 2024

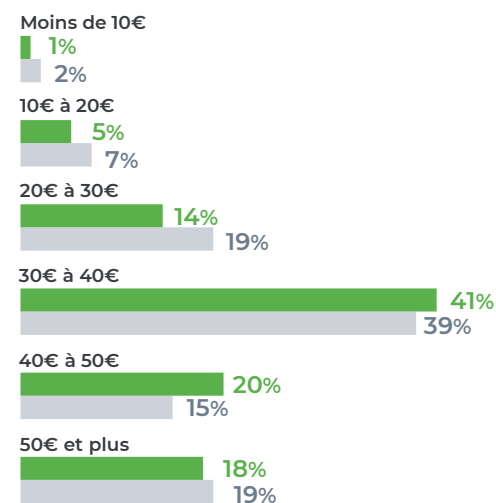
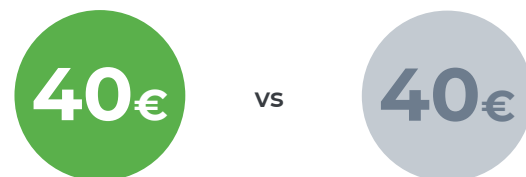
en moyenne **980€** vs pour l'ensemble **1 040€**

En moyenne chaque mois, en 2024



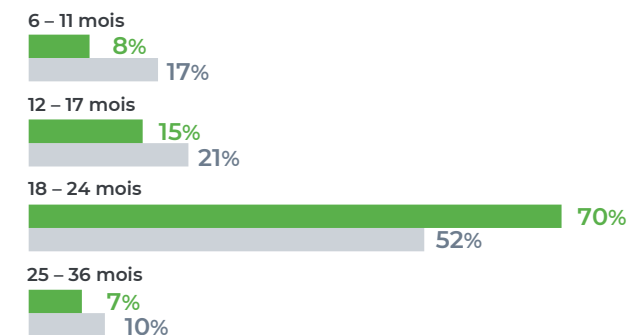
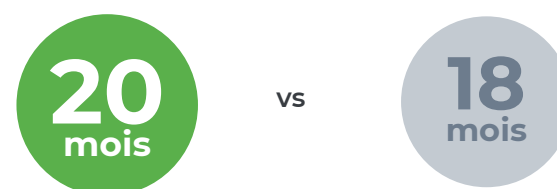
Allocation journalière nette

en moyenne pour l'ensemble

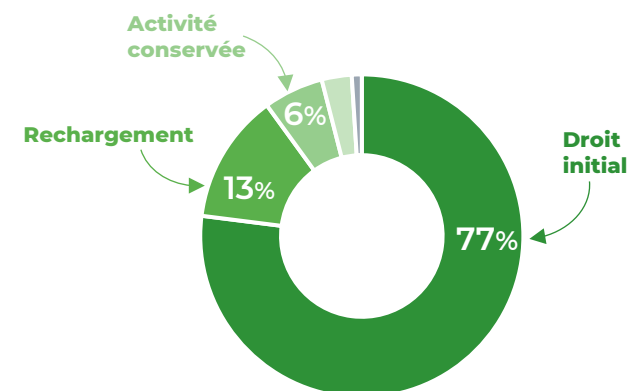


Durée potentielle du droit

en moyenne pour l'ensemble



Type de droit



Les **96 000 allocataires** pris en charge après un départ volontaire bénéficient d'une **allocation journalière nette de 40 € en moyenne**, équivalente à celle de l'ensemble des allocataires.

La durée potentielle du droit est de **20 mois en moyenne, contre 18 mois pour l'ensemble des allocataires**. 70 % d'entre eux ont un droit d'une durée de 18 à 24 mois.

Ils représentent 3 % des effectifs et 2 % des dépenses d'indemnisation.